

La guerre en Ukraine : Premiers enseignements à tirer pour la sécurité alimentaire de l'Afrique

Par Henri-Louis VEDIE

PB - 48/22

Le conflit russo-ukrainien fragilise la sécurité alimentaire d'un grand nombre de pays africains, la Russie et l'Ukraine étant deux acteurs majeurs du marché agricole mondial, particulièrement celui du blé. C'est pourquoi, l'approvisionnement en blé du continent est au premier rang concerné par ce conflit qui perdure, dont le premier enseignement concerne le risque de non approvisionnement, en blé russe et ukrainien, des pays qui en sont le plus dépendants. Cette étude montre qu'il est très variable selon les pays. Plus important bien sûr pour les 16 pays africains, dont la dépendance du blé russe et/ou au blé ukrainien est supérieure à 55 %, atteignant parfois 100 %. Pour autant, nous ne pensons pas que cette dépendance puisse remettre en cause cette sécurité alimentaire. Les solutions alternatives existent et il n'est de l'intérêt de personne, y compris des Russes, de voir réapparaître les famines en Afrique. Par contre, deuxième enseignement, le prix de la sécurité alimentaire va être revu très nettement à la hausse, au moins à court terme. Même si Russes et Ukrainiens sont parvenus à un accord sur les exportations de blé ukrainien bloqué à Odessa.

Pourtant, à long terme, malgré une explosion démographique qui arrive au pire moment, l'agriculture africaine pourrait en tirer avantage, en accélérant la diversification de ses fournisseurs en blé, prenant davantage en compte les circuits courts, pour alléger les coûts du fret maritime qui explosent. De même, ce conflit ne peut que faciliter et accélérer la transformation de l'agriculture africaine en une agriculture créatrice de richesses, seule façon d'assurer à long terme la sécurité alimentaire du continent.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est un choc. Certes de nature différente de celui de la pandémie de la Covid-19, mais dont les conséquences pour l'économie mondiale viennent s'ajouter à celles de la crise sanitaire. Et comme toujours en pareil cas, le choc provoqué par la guerre ukrainienne va être un révélateur de faiblesse et un accélérateur d'une crise en gestation, celle de la sécurité alimentaire des pays et des continents. L'objet de ce Brief concerne la sécurité alimentaire du continent africain, particulièrement concerné par cette guerre et les sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie, pays envahisseur. Sanctions faisant exploser les cours mondiaux du pétrole et du gaz, et les cours mondiaux des produits agricoles, y compris bien sûr ceux de la Russie et de l'Ukraine exportés à destination du continent africain.

Dans un premier temps (I), nous verrons pourquoi l'Afrique est au premier rang des territoires concernés par cette guerre, précisant ensuite pourquoi et comment l'agriculture africaine peut à long terme en tirer avantage, valorisant un potentiel agricole jusqu'alors sous exploité (II).

I. Un conflit « Russo-ukrainien » fragilisant aujourd'hui la sécurité alimentaire d'un grand nombre de pays africains

Nous rappellerons, tout d'abord, que les acteurs majeurs du marché agricole mondial du blé sont, en 2022, la Russie et l'Ukraine (A). Ce qui nous a conduit à privilégier le marché mondial du blé, mettant en évidence la grande dépendance de nombreux pays africains du blé russe et ukrainien, et les conséquences que cela génère à court terme pour leur approvisionnement (B). Pour conclure cette première partie en soulignant que cette crise arrive au pire des moments, celui d'une démographie explosive qui, en 2050, se traduira pour l'Afrique par une progression d'un milliard de personnes, sur la seule période 2020 et 2050 (C).

A. La Russie et l'Ukraine: deux acteurs majeurs du marché agricole mondial

En 2020, la Russie a exporté en Afrique des produits agricoles pour une valeur de 4 milliards de dollars, le blé constituant en valeur 90 % de ces importations contre 6 % pour l'huile de tournesol. L'Egypte se réservant à elle seule près de 50 % de l'ensemble, suivie du Soudan, du Nigeria, de la Tanzanie de l'Algérie etc ... Concernant l'Ukraine, quatre fois moins peuplé que la Russie, les exportations en valeur à destination du continent ont été de 2,9 milliards de dollars, se répartissant comme suit: blé (48 %), maïs (31 %), suivi par ordre d'importance de l'huile de tournesol, de l'orge et du soja.

A elles deux, la Russie et l'Ukraine produisent en 2020 14 % de la production mondiale de blé, soit sensiblement la production de blé de l'Union européenne. Ensemble, ils exportent, toujours en 2020, 25 % des exportations mondiales de blé, 18 % pour la Russie et 7 % pour l'Ukraine. Concernant l'huile de tournesol, l'Ukraine est cette fois au premier rang, contribuant à elle seule à 40 % des exportations mondiales contre 18 % pour la Russie. Enfin, à deux ils produisent, en 2020, 4 % de la production mondiale de maïs, participant à 14 % des exportations mondiales.

Même si le tournesol, ou le maïs, contribuent à l'alimentation mondiale, le blé fait partie des deux céréales les plus importantes de la planète, avec le riz. Ce sont les plus consommées par l'homme. Et dans le monde occidental, en Afrique plus particulièrement, le blé constitue depuis des millénaires l'aliment de base pour beaucoup de populations. Parmi des centaines de variété, les deux plus connues sont le blé dur et le blé tendre. Blé dur utilisé pour produire pâtes et semoule, blé tendre pour produire le pain. C'est pourquoi, nous avons privilégié le blé et les conséquences de ce conflit sur l'approvisionnement en blé du continent, et sur sa sécurité alimentaire.

B. L'approvisionnement du continent africain en blé, : le poids du conflit russo-ukrainien

Les conséquences de ce conflit sur l'approvisionnement du continent africain en blé dépendent tout d'abord du nombre des Etats concernés et de l'ampleur de cette dépendance. Et pour ces pays, les deux questions à poser sont celles du risque de manquer de blé et du prix à payer pour assurer leur sécurité alimentaire.

a. *Seize pays africains particulièrement concernés avec une dépendance allant de 56 % à 100 %*

Le tableau 1 ci-dessous regroupe les seize pays africains dont la dépendance à l'encontre du blé russe et ukrainien est comprise entre 55 % et 100 %, précisant leur population et la répartition entre dépendance russe et dépendance ukrainienne.

Tableau 1/Pays africains les plus dépendants du blé russe et ukrainien en 2021

Pays	Population 2022	Dépendance russe	Dépendance ukrainienne	Dépendance totale
Erythrée	3,6M	60 %	40 %	100 %
Somalie	16,8 M	40 %	50 %	90 %
Seychelles	0,1M		90 %	90 %
RD Congo	87M	80 %	5 %	85 %
Egypte	106M	55 %	25 %	80 %
Liban	6,9M	15 %	60 %	75 %
Madagascar	30M	50 %	25 %	75 %
Bénin	12M	70 %		70 %
Congo	5,5M	65 %		65 %
Tanzanie	60M	60 %		60 %
Libye	6,8M	20 %	40 %	60 %
Libéria	5,3M	60 %		60 %
Rwanda	13M	56 %		56 %
Namibie	2,5M	56 %		56 %
Sénégal	16,3M	52 %	4 %	56 %
Mauritanie	4,9M	8 %	48 %	56 %

Source FAO

Au total, ces seize pays regroupent 374 millions d'habitants, près de 40 % de la population africaine dépendant entre 56 % et 100 % du blé russe et/ou ukrainien. C'est considérable, et ce d'autant plus que 26 autres pays africains, ayant une dépendance à ces deux pays inférieure à 50 %, ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

Les mêmes sources (FAO) montrent que seulement 10 pays non africains viennent compléter la liste des pays dont la dépendance du blé russe et/ou du blé ukrainien est supérieure à 55 %. Par ordre décroissant de la dépendance, on trouve: le Kazakhstan, la Mongolie, l'Azerbaïdjan (100 % de dépendance), la Géorgie (95 %), la Biélorussie et le Kirghistan (90 %), la Turquie et la Finlande (85 %), l'Albanie (65 %) et le Pakistan (60 %). Données qui confirment bien que le continent africain est de loin le plus impacté par le conflit russo-ukrainien pour son approvisionnement en blé.

b. Un risque de non-approvisionnement en blé (russe ou ukrainien) très variable selon les pays

La problématique de l'approvisionnement de l'Afrique en blé est à l'image du continent pluriel :

Il y a, tout d'abord, les seize pays les plus impactés, retenus dans le tableau 1. Mais, là encore, deux pays se détachent nettement lorsqu'on aborde cette problématique : la RD Congo et l'Égypte, de par l'importance de leur population et de leur dépendance élevée au blé russe et ukrainien. Ils sont suivis de près par la Tanzanie pour les mêmes raisons. Mais, globalement, c'est l'ensemble des pays subsahariens qui inquiètent grand nombre d'experts, pays qui ont en commun d'avoir des stocks de blé très bas, bien avant le conflit ukrainien.

Il y a, ensuite, les pays du Maghreb qui sont déjà en quête urgente d'alternatives pour faire face à l'absence de stocks, à des contreperformances des dernières campagnes de blé et à des crises de liquidité. C'est le cas, par exemple, de la Libye qui figure parmi les 16, et de la Tunisie qui n'y figure pas.

Il y a, enfin, trois pays qui importent 17 millions de tonnes de blé, majoritairement ni russe ni ukrainien; l'Algérie, le Maroc et le Nigeria qui ont diversifié leurs sources d'approvisionnement bien avant la crise ukrainienne, augmentant parallèlement leur capacité de production.

A la question de savoir si le conflit ukrainien perturbe l'approvisionnement en blé du continent africain, la réponse est oui. Le perturbe-t-il au point de mettre à mal la sécurité alimentaire du continent, la réponse aujourd'hui est non. Les alternatives existent et sont nombreuses, pouvant venir du blé américain, du blé canadien, du blé de l'Union européenne (UE) etc. Et il n'est de l'intérêt ni des Américains, ni des Européens, ni même des Russes de voir les famines et les troubles sociaux qui les accompagnent faire la une de la presse africaine.

c. Le prix de la sécurité alimentaire du continent revu très nettement à la hausse

L'envolée des cours du blé tendre commence bien avant la crise ukrainienne. Entre avril 2021 et fin décembre 2021, les cours du blé tendre vont passer de 270 euros la tonne à 300 euros. Atteignant un niveau record de 276 euros en mars 2022. Si la crise ukrainienne n'est

pas à l'origine de cette envolée, elle va contribuer à l'amplifier de façon incontestable.

Cette tendance devrait se confirmer au moins jusqu'au premier trimestre 2023. Le marché du blé étant soumis, comme tout marché, à l'évolution conjointe de l'offre et de la demande. Et quand l'offre est amputée de 25 %, suite au conflit ukrainien, la demande restant la même, la hausse des cours répond à la logique du marché. Concernant la demande, la théorie nous rappelle que les biens de première nécessité, le pain en est un, ont une élasticité prix/demande positive. C'est pourquoi la pression de la demande sur les marchés ne devrait pas faiblir, soutenant les cours à la hausse. Ajoutons à cela que la guerre en Ukraine a aussi fait flamber les cours du gazole, entraînant une explosion des coûts de transport maritime, déjà fortement impactés par la crise de la Covid-19.

L'accord signé avec les Russes permettant à l'Ukraine d'exporter les céréales a fait chuter les cours. L'embellie sera de courte durée, la Russie envoyant, le lendemain de l'accord, des missiles sur Odessa, supposés atteindre des livraisons d'armes. Cependant, malgré cet accord, la reprise des exportations ukrainiennes va se heurter à de nombreux obstacles juridiques et logistiques, avant que les 80 cargos ukrainiens puissent reprendre la mer à destination des pays importateurs. Et il faudra ensuite trouver navires et assurances prêts à prendre le risque, contre des primes, de s'approcher d'un pays bombardé par la Russie. Cela prendra du temps et générera des coûts supplémentaires. C'est pourquoi cet accord, à court terme, ne remet pas en cause l'affirmation selon laquelle « le prix de la sécurité alimentaire sera revu très nettement à la hausse ».

Pour les pays importateurs de blé, c'est la double peine: augmentation du prix du blé et augmentation de son coût de transport. Le pire des scénarios à venir étant celui d'un prix limite, si élevé, que les pays émergents soient obligés de réduire leur demande, avec les conséquences sociales et humaines que l'on peut imaginer.

C. Une crise au pire moment, compte tenu de l'évolution démographique de l'Afrique, subsaharienne en particulier

Une sécurité alimentaire déjà fragilisée en 2022 par le conflit « russo-ukrainien », alors que la population du continent africain est de l'ordre de 1,3/1,4 milliard, ne peut que susciter questions et inquiétudes lorsque l'on sait que la population de ce même continent devrait compter, en 2050, un milliard de plus d'habitants. Et ce chiffre est une moyenne entre les prévisions démographiques les plus optimistes et les plus pessimistes. Certains diront: 2050 c'est loin ou, encore: peut-on faire confiance aux démographes et à leurs prévisions ? A la différence des prévisions économiques, souvent mises à mal par des circonstances particulières comme la Covid-19, ou des situations imprévisibles comme l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les faits montrent qu'à l'échelle d'une génération (25-30 ans), ces prévisions se vérifient, avec une marge d'erreur de +ou - 10 %.

C'est pourquoi il est intéressant de voir comment évolue la démographie des 16 pays africains les plus dépendants de la Russie et de l'Ukraine pour leur approvisionnement en blé, entre 2022 et 2050. Le tableau 2 ci-dessous précise cette évolution.

Tableau-2- Evolution de la population entre 2020 et 2050 des 16 pays africains les plus dépendants des importations de blé russe et de blé ukrainien.

Pays	Population 2022	Population 2050	Différence	Accroissement
Erythrée	3,6M	6M	2,4M	66 %
Somalie	16,8M	35M	18,2M	108 %
Seychelles	0,1M	0,14M	0,04M	40 %
RD Congo	87M	210 M	123M	141 %
Egypte	106M	159M	53M	50 %
Liban	6,9M	6,2M	-0,7M	-10 %
Madagascar	30M	54 M	24 M	72 %
Bénin	12M	20 M	8M	66 %
Congo	5,5M	9M	4,5M	81 %
Tanzanie	60M	129M	69M	115 %
Libye	6,8M	8,5M	1,7M	25 %
Libéria	5,3M	9,3M	4M	75 %
Rwanda	13M	20M	7M	54 %
Namibie	2,5M	4M	1,5M	60 %
Sénégal	16,3M	40M	23,7M	145 %
Mauritanie	4,9M	13,5M	8,6M	170 %
Total	376,7M	705,9M	329M	87 %

Source:INED.

Ce tableau confirme l'importance du défi démographique à relever, avec une population qui progresse de 87 % en 30 ans. Parmi les trois pays les plus concernés, en 2022, par cette dépendance, deux d'entre eux voient leur démographie exploser: la RD Congo (+ 141 %) et la Tanzanie (+115 %).

Avec 376 millions de personnes à nourrir, il est de plus en plus difficile pour les 16 Etats qui les regroupent de faire face à leur sécurité alimentaire, suite aux conséquences du conflit « russo/ukrainien ». Conflit dont on ne sait pas, aujourd'hui, quand et comment il se terminera. Par contre, pas d'incertitude dans ses grandes lignes, concernant cette évolution démographique. C'est pourquoi il faut dès maintenant, en tenant compte des premiers enseignements de cette crise, voir comment faire pour que l'agriculture africaine en tire avantage, lui permettant d'assumer la sécurité alimentaire du continent.

II. Une agriculture africaine qui pourrait, à terme, tirer avantage de cette situation, prenant en compte, dès maintenant, les premiers enseignements de cette crise

Cette affirmation conditionnelle prend en compte les caractéristiques, l'environnement démographique et économique de cette agriculture (A), mettant en évidence l'urgence d'agir et d'agir en deux temps : le temps court et le temps long. Le temps court, c'est celui de l'immédiat et de l'urgence à faire face à une situation complexe et difficile, où on doit prendre les bonnes décisions pour garantir sa sécurité alimentaire (B). Le temps long, c'est celui qui se projette à 10/20/30 ans, mais s'obligeant, dès maintenant, à valoriser des terres arables par habitant, les plus importantes de la planète aujourd'hui, peu ou sous exploitées (C).

A. L'agriculture africaine: une entité plurielle mais des priorités partagées par les États membres de l'UA

L'Union africaine (UA), en 2022 1,3 milliard d'habitants répartis sur 30,4 millions de km², et 2, 3 milliards d'habitants en 2050, toujours sur 30,4 millions de km² ... Son PIB moyen par habitant, de l'ordre de 3000 dollars, cache des écarts très importants, beaucoup de pays affichant moins de mille dollars par habitant, en Afrique subsaharienne principalement. L'agriculture y est l'activité économique dominante, avec plus de 60 % de la population active, travaillant dans ce secteur, avec une contribution au PIB estimée entre 30 % et 31 %.

L'agriculture dominante est ici celle des petites exploitations, 80 % des exploitations ayant moins de 2 hectares, 3 % seulement dépassant les 10 hectares. Cette agriculture qui repose essentiellement sur la cellule familiale, utilise très peu d'intrants est celle des rendements naturels. Ce qui explique globalement le recours important aux importations de cultures vivrières comme le blé.

Cette agriculture répond donc à une double problématique, celle du nombre de personnes à nourrir et celle de leur pouvoir d'achat, avec un objectif prioritaire, celui d'assurer la sécurité alimentaire du continent. Ce qui explique pourquoi, ici, économie et démographie sont indissociables. Mais là encore en Afrique la démographie est plurielle, en l'occurrence duale : celle de l'Afrique du Nord et celle de l'Afrique subsaharienne. En Afrique du Nord, la croissance démographique se rapproche de celle de l'Union européenne, tout en lui restant légèrement supérieure. Situation inverse en Afrique subsaharienne, où le taux de croissance démographique atteint des niveaux record.

Enfin, malgré une entité plurielle ici rappelée, il existe une priorité partagée par tous les pays de l'UA, celle d'assurer la sécurité alimentaire du continent, à partir d'une agriculture revisitée, certes, mais ayant une dimension environnementale, s'inscrivant dans la logique du développement durable. Plus particulièrement, en luttant contre le changement climatique, en protégeant les ressources naturelles et en renforçant la biodiversité.

C'est en prenant en compte ces données, propres au continent africain, qu'il faut analyser les premiers enseignements de l'impact de la crise « russo-ukrainienne sur l'approvisionnement en blé du continent. Et ce afin de préciser ce qui peut permettre, à

court terme, d'améliorer la-situation présente, et à long terme de valoriser un potentiel agricole, à ce jour pas ou peu exploité. Dans les deux cas, il y a urgence.

B. A court terme, l'urgence impose la diversification des fournisseurs et la prise en compte, au coup par coup, des circuits courts

a. Accélérer et pérenniser le recours à la diversification

Le premier enseignement à tirer de cette guerre concerne la nécessité, quelles que soient les circonstances, de toujours diversifier ses fournisseurs. Fini le temps de la confiance absolue en un seul fournisseur. La crise « russo/ukrainienne », dans deux secteurs stratégiques, l'énergie et l'alimentation, vient de montrer les limites, sans appel, d'alliances confiant à un ou deux pays la responsabilité d'assurer sa sécurité énergétique et/ou sa sécurité alimentaire. Et ce quelle que soit la qualité des relations avec ce, ou ces pays au moment où on leur confie les clés de sa souveraineté, dans des domaines aussi stratégiques que le gaz ou le blé. L'Allemagne vient d'en faire la cruelle expérience avec le gaz russe, certains pays africains pourraient eux aussi vivre des temps difficiles si on ne fait rien, avec une rupture d'approvisionnement en blé, mettant en grande difficulté leur sécurité alimentaire.

Trois pays africains l'ont bien compris, en diversifiant leur source d'approvisionnement en blé bien avant le conflit ukrainien: l'Algérie, le Nigeria et le Maroc. Trois pays qui à eux seuls importent 17 millions de tonnes de blé sur la dernière campagne 2021/2022, majoritairement ni russe ni ukrainien.

- L'Algérie, longtemps considérée comme le grenier à blé de l'Afrique, en importe 7,9 millions de tonnes en 2020/2021, ses principaux fournisseurs étant alors l'UE, principalement la France et l'Allemagne.
- Le Nigeria, pays le plus peuplé du continent, a vu ses importations de blé régulièrement augmenter ces dernières années, atteignant 5,5 millions de tonnes en 2021. L'UE, la Russie, le Canada et les Etats-Unis en sont les principaux fournisseurs. Précisons qu'en 2010 /2011, les importations nigériennes étaient à 90 % américaines.
- Le Maroc dont les importations sont évaluées entre 4 et 5 millions de tonnes, selon les conditions climatiques, a lui aussi choisi la diversification important 25 % de ses besoins en blé d'Ukraine, 40 % de France et 11 % de Russie.

La crise « russo-ukrainienne » va accélérer cette diversification, et c'est une bonne chose. Faute de blé russe et ukrainien, l'urgence de la situation l'impose, et ce d'autant plus qu'elle était déjà en marche dans certains pays, avant le conflit ukrainien, comme le rappellent opportunément aujourd'hui l'Algérie, le Nigeria et le Maroc.

b. Prendre davantage en compte les circuits courts pour alléger des coûts de transport maritime qui explosent

Par circuit court, il faut entendre toute commercialisation qui ne concerne qu'un seul intermédiaire. C'est le cas de tous les pays africains ayant une façade maritime. Par contre, pour les 16 pays n'ayant pas cette façade maritime, c'est un intermédiaire supplémentaire, au minimum, qu'il faut prendre en compte, avec ces supplémentaires qui s'ajoutent.

Ces seize pays sont, par ordre alphabétique : le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, l'Eswatini, l'Éthiopie, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la République Centrafricaine, le Rwanda, le Tchad, le Soudan du Sud, la Zambie et le Zimbabwe. Pays dont la population varie de 1,1 million (Eswatini) à 120 millions (la Tanzanie/dont la plupart affiche une population de l'ordre de 20 millions).

Par définition, les circuits les plus courts sont ceux des pays qui sont autosuffisants dans leur production. Nous verrons comment progressivement, pour l'ensemble des pays africains y tendre, à défaut d'y parvenir. A court terme, il me semble possible, pour les pays ne disposant pas de façade maritime, les moins peuplés et les plus exposés à ce manque d'approvisionnement, de réduire leur coût de transport, en utilisant les pays voisins comme des prestataires de service. C'est ce que fait l'Espagne pour fournir du gaz au Maroc. Cette solution aurait l'avantage d'avoir un effet immédiat, ce qui est aussi recherché l'apanage des circuits courts.

C. Le temps long, celui d'un conflit ne pouvant que faciliter et accélérer la transformation de l'agriculture africaine en une agriculture créatrice de richesses

a. *En rendant plus urgentes encore les mesures à prendre, compte tenu de rendements agricoles très bas et de terres arables qui se raréfient*

L'Afrique, continent des paradoxes, où se concentrent 50 % des terres fertiles non utilisées de la planète, et où la richesse hydrique est une réalité, contrairement aux idées reçues. Comme le rappelle leurs fleuves parmi les longs du monde (Congo, Nil, Zambéze, Niger), et des lacs comme le Victorian Lake, qui sont pour le continent des réserves hydriques naturelles, Afrique, où aujourd'hui la sécurité alimentaire est fragilisée, voire menacée. Et parmi les domaines où il y a urgence d'intervenir, deux montrent l'ambiguïté de la situation.

Au niveau mondial, la baisse continue des terres arables par habitant est un fait: 0,24 ha/habitant en 2000, baissant régulièrement jusqu'à 0,18 en 2050 /Source FAO. Longtemps épargné par cette tendance baissière, l'Afrique n'y échappera pas en 2050, suite à son explosion démographique entre 2020 et 2050.

Concernant les rendements agricoles, le continent africain est, de loin, celui qui connaît le taux d'application kg/nutriment/hectare le plus faible, et de loin, de la planète. Le tableau 3, ci-contre le rappelle, en regroupant cette répartition entre régions du monde, par ordre décroissant.

Tableau 3 Taux d'application kg/nutriment /hectare des principales régions du monde en 2014

Région du monde	Taux d'application	Région du monde	Taux d'application
Asie de l'Est	393Kg/hectare	Afrique du Nord	47kg/hecta
Europe	138	Afrique australe	39
Asie du Sud	134	Afrique subsaharienne	12
Amérique du Nord	85	Monde	98

Source FAO

Même si ces statistiques datent de 2014, elles montrent bien le retard pris par le continent en ce qui concerne le recours aux engrais. Ceci explique, en grande partie, les rendements obtenus dans le domaine des céréales africaines, parmi les plus faibles de la planète. Mais, là encore, le caractère pluriel de l'Afrique se vérifie: taux d'application de 47 k et de 39 kg en Afrique du Nord et Afrique australe, mais seulement 12 Kg, en Afrique subsaharienne, la plus concernée par ce conflit. Soit pour cette dernière trente fois moins qu'en Asie de l'Est. Ajoutons à cela les conséquences du changement climatique, qui pourrait, selon les rapports les plus récents du GIEC (Groupe des Experts Intergouvernementaux sur le Climat), entraîner une perte de rendement de 21 % pour le blé, venant conforter l'urgence d'agir.

La fertilisation des terres africaines est donc une priorité, si on veut une agriculture créatrice de richesses. Fertilisation qui est la condition nécessaire, pas nécessairement suffisante cependant, pour assurer la sécurité alimentaire du continent. Et ce dans le cadre d'une agriculture raisonnée, tenant compte de l'environnement et de la biodiversité. La crise « russo-ukrainienne » ne peut qu'amplifier cette prise de conscience et faciliter le passage d'une agriculture traditionnelle, familiale où règne la petite exploitation de 2 hectares, à une agriculture privilégiant les rendements et non les emplois.

b. En sensibilisant davantage les agriculteurs africains à l'usage des fertilisants

En Afrique, la première difficulté est de convaincre les agriculteurs du bien fondé de cet usage. Rien ne sert de proposer des engrais au meilleur prix, si l'agriculteur le refuse par principe, n'en voyant pas l'utilité, en y voyant par contre un effet immédiat, pour lui, d'être une dépense supplémentaire. Et ce d'autant plus que le conflit ukrainien va conduire aussi au renchérissement des engrais.

Grace au Groupe OCP, leader connu et reconnu pour son savoir-faire dans le domaine des engrais et de leur utilisation, cet obstacle se lève progressivement. On rappellera ici trois points clés de cette stratégie mise en place depuis 2015: celle de l'information avec les caravanes agricoles, celle de propositions ciblées avec les cartes de fertilisations et celles d'engrais à la carte.

Les caravanes agricoles OCP ont été testées, avec succès, dans le cadre du plan « Maroc vert », permettant un échange direct, avec les petits agriculteurs d'un village ou d'un douar sur le bien-fondé de l'usage des fertilisants. Et cela va non seulement bien marcher, mais être complété par l'élaboration des cartes de fertilisation.

Les cartes de fertilisation vont ainsi permettre à des régions de connaître la meilleure solution pour leur sol et les cultures les mieux adaptées.

Les engrais à la carte, mis au point dans les laboratoires de l'OCP, vont élargir considérablement l'offre, en la diversifiant à partir de la culture concernée: coton, cacao, blé par exemple.

Et ce qui avait été expérimenté avec succès au Maroc, l'est depuis 2015 en Afrique, bien avant la encore le conflit ukrainien. A titre d'exemple, on rappellera que depuis 2017, OCP Africa est présent, via une filiale dans 14 pays: Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun, Bénin, Congo, Nigeria, Angola, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Mozambique, Ghana, Kenya, Ethiopie.

C'est pourquoi nous pensons que le conflit ukrainien, avec ses conséquences les plus immédiates, va permettre de trouver des arguments supplémentaires pour convaincre davantage encore les petits agriculteurs africains du bien-fondé de l'usage des fertilisants, malgré l'augmentation de leur coût. De leur acceptation dépend la capacité de l'agriculture africaine de devenir créatrice de richesses, capable de pérenniser la sécurité alimentaire du continent.

Conclusion générale

Deux études récentes d'Isabelle Tsakok (1) mettent en évidence un double constat, particulièrement intéressant, concernant la problématique abordée dans le cadre de cette étude :

*Le premier concerne la Côte d'Ivoire, où, malgré une croissance de plus de 8 % par an

--(1) Policy Brief du 21 avril 2022 consacré aux implications du système alimentaire sur la sécurité alimentaire de la Côte d'Ivoire/ PCNS Rabat/, et Policy Brief du 21 juin 2022, consacré aux implications du système alimentaire sur la sécurité alimentaire du Nigeria / PCNS Rabat.

depuis 10 ans, la sécurité alimentaire de trop nombreux Ivoiriens n'est toujours pas assurée.

*Le second, consacré au Nigeria, où malgré des revenus pétroliers revus à la hausse, la productivité et la compétitivité de nombreux secteurs, principalement l'agriculture et l'agro- alimentaire, n'en tire aucun avantage, bien au contraire.

Ce qui montre que la création d'une agriculture africaine créatrice de richesses ne peut reposer sur la performance économique des Etats, pris individuellement, même les plus performants, mais sur une action globale prenant en compte tous les États, Ce qu'a fait l'Europe, en son temps, avec la PAC. Ce que s'efforce de faire OCP Africa, en multipliant ses filiales, pour convaincre du bon usage de la fertilisation des terres africaines. Beaucoup de progrès ont été constatés, mais la route sera longue. Pour autant la crise ukrainienne sera, nous l'espérons, un mal pour un bien. Celui d'une prise de conscience collective que l'Afrique a les moyens d'assumer sa sécurité alimentaire, fragilisée par le conflit ukrainien, faisant de cette sécurité alimentaire une priorité partagée par tous.

À propos de l'auteur, Henri-Louis VEDIE

Docteur d'état en sciences économiques (Paris Dauphine) et diplômé d'études supérieures de droit (Paris I), Henri Louis VEDIE est Professeur émérite (Groupe HEC Paris).

Auteur d'une quinzaine d'ouvrage, dont les derniers ont été consacrés aux fonds souverains et à l'économie marocaine, d'une dizaine d'ouvrages collectifs, des dizaines d'articles, parfois en anglais, en espagnol et en arabe. Ces activités d'enseignement l'ont été principalement à HEC, mais l'ont conduit aussi à Moscou, à Varsovie, à Budapest, à Abou Dhabi, à Rabat... Henri Louis VEDIE a été également Consultant au Conseil de l'Europe et membre de section au Conseil Economique et Social.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street Hay Riad 10100 - Rabat

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma



THINK • STIMULATE • BRIDGE